



Communiqué de presse
Les Lilas le 20 avril 2023

Annonces salariales des enseignant·es : un budget insuffisant et un pacte irresponsable

Derrière les effets d'annonces consistant à faire claquer des sommes prétendument mirobolantes à l'opinion publique, Emmanuel Macron confirme son objectif principal : appliquer son projet politique au mépris de la réalité des conditions de travail des personnels.

La mise en place du pacte est confirmée en dépit de l'opposition unanime des organisations syndicales. L'entêtement irresponsable du président n'est donc pas confiné au dossier des retraites. Alors que toutes les enquêtes montrent déjà un temps de travail important chez les enseignant·es équivalent en moyenne à 43 heures, le pacte est une réponse provocatrice, hors-sol et irresponsable.

Il prévoit un alourdissement conséquent de la charge de travail : à l'heure où l'Education nationale peine à recruter et où les départs se multiplient, comment croire que c'est en dégradant les conditions de travail que le métier redeviendra attractif ? Travailler plus n'est en rien une revalorisation !

Quand la Première ministre fait de l'égalité femmes/hommes la grande cause du quinquennat, la FSU pointe une nouvelle fois le décalage entre les paroles et les actes : le ministère de l'Education nationale assume que le pacte va aggraver les inégalités entre les femmes et les hommes. Grande cause toujours...

Par les missions supplémentaires qu'il engendre : interventions des PE en 6ème, réforme de la voie pro, découverte des métiers au collège... le pacte est un outil de destruction du service public d'éducation. Quant aux remplacements, affirmer qu'ils seront systématiquement réalisés dès la rentrée est mensonger ! Pour le premier comme pour le second degré, ce sont des moyens humains supplémentaires qui permettront d'assurer les remplacements.

.../...

Enfin, il semble se dessiner un pacte spécifique aux personnels de LP, actant un traitement différencié des professeur·es en lycée professionnel, ce qui est un très mauvais signal. En collaborant au projet de transfert progressif des élèves comme des personnels de la voie professionnelle scolaire au ministère du travail, le ministère qui revendique justice et égalité se rend complice d'un projet de société profondément réactionnaire.

Des mesures de revalorisation sont annoncées sans contreparties. Si au fil des négociations, la FSU a réussi à se faire entendre pour que toutes et tous les enseignant·es du début à la fin de carrière soient concerné·es, notamment par le doublement de l'ISAE/ISOE et des mesures de carrière, elles ne permettront pas pour autant de rattraper les pertes de 15 à 25% de ces dernières années mais également de rivaliser avec les autres pays européens.

Pour revaloriser de façon conséquente tous les personnels, il fallait prévoir un budget global bien plus important, articulé avec des mesures fonction publique dont le dégel du point d'indice, et inscrire ces mesures dans un plan pluriannuel. Et dans un contexte d'inflation galopante, le pouvoir d'achat des personnels ne va pas s'améliorer. Et que dire de nos collègues les plus précaires, Aed et Aesh pour qui aucune mesure n'est annoncée !

La FSU exige une revalorisation de toutes et tous, sans contreparties, dans le cadre d'un plan de programmation pluriannuel. Notre service public est au bord de l'effondrement, comme tant d'autres services publics, et ne tient que grâce à l'engagement sans faille des personnels. Le mépris, ça suffit !

Le 1er mai, partout en France, les enseignant·es seront aux côtés des salarié·es pour manifester leur opposition à la réforme des retraites mais également pour revendiquer des salaires décents sans être obligé·es de travailler plus.

SUIVEZ-NOUS !

